



## Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALE

S/21100/Add.25  
5 juillet 1990  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

EXPOSE SUCCINCT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES QUESTIONS  
DONT EST SAISI LE CONSEIL DE SECURITE ET SUR LE POINT  
OU EN EST LEUR EXAMEN

### Additif

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente l'exposé succinct ci-après.

La liste des questions dont le Conseil de sécurité est saisi figure dans les documents S/21100 du 24 janvier 1990, S/21100/Add.2 du 2 février 1990, S/21100/Add.5 du 16 février 1990 et S/21100/Add.21 du 7 juin 1990.

Au cours de la semaine qui s'est terminée le 30 juin 1990, le Conseil de sécurité a examiné la question suivante :

La situation en ce qui concerne le Sahara occidental (voir S/11593/Add.42, S/11593/Add.44 et S/19420/Add.38)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de ce point à sa 2929<sup>e</sup> séance, tenue le 27 juin 1990, conformément à l'accord intervenu au cours des consultations qu'il avait précédemment tenues; il était saisi du rapport du Secrétaire général sur la situation en ce qui concerne le Sahara occidental (S/21360 et Corr.1).

Le Président a appelé l'attention sur le texte d'un projet de résolution (S/21376), qui avait été établi au cours des consultations du Conseil.

Le Conseil de sécurité a ensuite mis aux voix le projet de résolution (S/21376) et l'a adopté à l'unanimité en tant que résolution 658 (1990).

La résolution 658 (1990) se lit comme suit :

Le Conseil de sécurité,

Rappelant sa résolution 621 (1988) du 20 septembre 1988 par laquelle il a décidé d'autoriser le Secrétaire général à nommer un représentant spécial pour le Sahara occidental, et de demander au Secrétaire général de lui remettre dans les meilleurs délais possibles un rapport sur la tenue d'un référendum d'autodétermination du peuple du Sahara occidental et sur les moyens à mettre en oeuvre en vue d'assurer l'organisation et le contrôle de ce référendum par l'Organisation des Nations Unies en coopération avec l'Organisation de l'unité africaine,

Rappelant également que, le 30 août 1988, le Royaume du Maroc et le Frente Popular para la Liberación de Saguía el-Hamra y de Río de Oro ont donné leur accord de principe aux propositions du Secrétaire général des Nations Unies et du Président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine dans le cadre de leur mission conjointe de bons offices,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la situation en ce qui concerne le Sahara occidental (S/21360),

1. Exprime son entier appui au Secrétaire général pour la poursuite de sa mission de bons offices, menée conjointement avec le Président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, en vue du règlement de la question du Sahara occidental;
2. Approuve le rapport du Secrétaire général (S/21360) remis au Conseil de sécurité conformément à la résolution 621 (1988) en vue de régler la question du Sahara occidental, qui contient le texte intégral des propositions de règlement telles qu'elles ont été acceptées par les deux parties le 30 août 1988 ainsi qu'un exposé du plan du Secrétaire général en vue de la mise en oeuvre de ces propositions;
3. Demande aux deux parties de coopérer pleinement avec le Secrétaire général des Nations Unies et le Président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine dans le cadre des efforts que ceux-ci déploient pour aboutir à un règlement rapide de la question du Sahara occidental;
4. Accueille favorablement l'intention du Secrétaire général d'envoyer très prochainement une mission technique dans le territoire et dans les pays voisins, en vue notamment de préciser les aspects administratifs du plan exposé et de recueillir les informations nécessaires à la préparation d'un nouveau rapport au Conseil;
5. Prie le Secrétaire général de remettre au Conseil de sécurité dans les meilleurs délais possibles un nouveau rapport détaillé sur son plan de mise en oeuvre, contenant notamment une estimation du coût de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), étant entendu que ce rapport devrait être la base sur laquelle le Conseil autoriserait la création de la MINURSO.